

POURQUOI LA MOBILISATION DE L'UNIVERSITÉ CONTRE DES RÉFORMES MAL PRÉPARÉES, INADAPTÉES ET DANGEREUSES ?

Depuis plusieurs semaines, l'ensemble de la communauté universitaire s'élève notamment contre deux projets de décrets imposés sans concertation, sans tenir compte des problèmes actuels. Ces réformes vont aggraver les problèmes existants et menacent l'enseignement national, fondateur des valeurs de notre République. Cette menace s'étend du Primaire à l'Université. Pour faire passer ses réformes, le gouvernement dit écouter mais refuse tout dialogue depuis le début. Nous en avons assez. Assez des réformes idéologiques, assez du mépris, assez de la dégradation de nos métiers. Assez que l'on prenne les enfants et les étudiants de ce pays en otage, assez que le seul avenir qu'on puisse leur offrir soit celui d'une précarité encore accrue par une formation au rabais. Nous affirmons haut et fort que l'Université n'est pas une entreprise et que le savoir n'est pas une marchandise.

CONTRE QUOI LES UNIVERSITAIRES SONT-ILS MOBILISÉS AUJOURD'HUI ?

1) La « Mastérisation » de la formation des enseignants du Primaire et du Secondaire :

Cette réforme nous concerne tous, car le système proposé se traduira par une fragilisation des enseignants (tant au niveau de la formation que de l'exercice du métier). L'impact ne peut en être que négatif sur nos enfants.

Actuellement, après la licence (Bac+3 au minimum) et une année de préparation du concours (un Bac+4 non reconnu), les lauréats obtiennent le statut de professeur stagiaire. Ils sont rémunérés durant leur cinquième année d'étude et leur formation se déroule en alternance dans des écoles internes d'universités, les Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) et dans des établissements scolaires où ils sont encadrés par des professeurs chevronnés.

On a souvent critiqué **ce système** parce qu'il était trop théorique, la formation pratique trop courte pour préparer aux charges et aux difficultés du métier. Il n'est certes pas parfait, **doit être retravaillé, dans le cadre d'un véritable Master permettant la revalorisation professionnelle et qualitative de nos jeunes collègues.**

Mais la réforme que veut imposer Xavier Darcos ne règle pas ces problèmes : au contraire, elle les aggrave.

Pourquoi ? Parce qu'elle fait disparaître l'alternance formation théorique/pratique. Peut-on faire voler un pilote qui n'a fait que du stimulateur de vol ? C'est pourtant ce que propose X. Darcos... Sa réforme prévoit un stage d'un mois, non obligatoire et à propos duquel on sait déjà qu'il n'y aura pas de place pour tous les candidats. Après cette formation, les enseignants qui auront réussi le concours seront nommés à plein temps dans un établissement, sans aucune préparation pratique. Accepteriez-vous de confier vos enfants à cette école du moindre coût humain et financier ?

L'argument du gouvernement : Nous recruterons des maîtres mieux formés, à Bac+5, et nous les paierons mieux.

Double mensonge :

1/ Les enseignants sont déjà recrutés après Bac+3 pour une formation de 2 ans. Ils ont donc **déjà** un niveau Bac+5 ;
2/ Ils **perdent un an de revenu** et de cotisations (celui de leur stage en alternance la cinquième année): au lieu de commencer à être payés après concours à Bac+4 (comme stagiaires), ils le seront à Bac+5.

La vraie logique : On dégrade le système éducatif pour faire des économies. La suppression du statut de fonctionnaire stagiaire rémunéré équivaut à un plan social de 20 000 postes.

NOUS EXIGEONS UNE NÉGOCIATION SÉRIEUSE POUR UNE VRAIE RÉFORME, PLUS NÉCESSAIRE QUE JAMAIS. IL EN VA DE L'AVENIR DE NOS ENFANTS, DE NOTRE SYSTÈME ÉDUCATIF ET DE NOTRE RECHERCHE, SEULS GARANTS D'UNE SOCIÉTÉ OUVERTE, INVENTIVE, RÉPUBLICAINE QUI ASSURE À TOUS UN ACCÈS ÉGALITAIRE AU SAVOIR ET UNE FORMATION DE QUALITÉ.

LES DÉCRETS IMPOSÉS PAR LE GOUVERNEMENT NE RÉPONDENT PAS AUX PROBLÈMES EXISTANTS. ILS PROVOQUERONT UNE DÉGRADATION DE L'ENSEIGNEMENT DE LA MATERNELLE À L'UNIVERSITÉ. ILS DOIVENT ÊTRE RETIRÉS POUR QU'UNE VÉRITABLE DISCUSSION S'ENGAGE. NOUS APPROUVONS LE BESOIN DE RÉFORMES. MAIS PAS CELLES-LÀ, PAS COMME ÇA. POUR L'AVENIR DE NOS ENFANTS, SOUTENEZ-NOUS ET REJOIGNEZ-NOUS.

2) Le statut des enseignants-chercheurs :

Le ministère tente de faire passer un décret inacceptable pour plusieurs raisons de fond. Tout d'abord, il augmente dangereusement le pouvoir des présidents d'universités. De plus, il fait de l'enseignement une punition : **les enseignants jugés « mauvais chercheurs » auront plus d'heures de cours à assurer** (ce qui promet aux étudiants de belles heures d'ennui en perspective...), tandis que les « bons » (ou encore les amis du président d'établissement) se verront gratifier de décharges d'enseignement. Nous affirmons que **l'enseignement se nourrit de la recherche** : pour offrir des cours de qualité à nos étudiants, nous avons besoin de consacrer à la recherche le temps qui nous est garanti par notre statut actuel. Sans quoi nous nous verrons réduits à rabâcher de vieux cours tirés de manuels datés, que nous n'aurons jamais le temps de mettre à jour.

NOUS RÉCLAMONS UNE CONCERTATION AFIN DE GARANTIR À NOS ENFANTS UN SERVICE PUBLIC D'ENSEIGNEMENT DE QUALITÉ, DE L'ÉCOLE MATERNELLE À L'UNIVERSITÉ. NOUS ENGAGEONS TOUS LES CITOYENS CONCERNÉS À APPUYER ET REJOINDRE NOTRE LUTTE CONTRE LES RÉFORMES EN COURS

LE GOUVERNEMENT TENTE DE JETER LE DISCRÉDIT SUR NOTRE MOUVEMENT

Idee reçue n° 1 : L'Université serait hostile à la réforme :

c'est faux !

L'Université s'adapte en permanence et en silence à toutes les réformes imposées par le haut depuis 20 ans, par exemple la récente réforme des diplômes selon le système LMD (Licence-Master-Doctorat).

Aujourd'hui, ça suffit.

Pas de réforme sans concertation et prise en compte des enseignants qui sont le cœur du système. Le problème n'est pas la réforme, c'est son contenu. Elle transforme l'enseignement en punition pour les chercheurs et pour les étudiants alors qu'il est le cœur de notre métier.

Idee reçue n° 2 : Les chercheurs ne seraient pas évalués et refuseraient de l'être :

c'est encore faux !

Les chercheurs sont d'ores et déjà évalués en permanence : dans leurs travaux individuels, dans le cadre collectif de leur laboratoire de recherche, avant tout recrutement ou toute promotion, à chaque fois qu'ils soumettent un article dans une revue, préparent une manifestation scientifique...

Les chercheurs ne refusent pas l'évaluation. Ils s'y soumettent et y sont soumis. Le problème n'est pas le principe de l'évaluation, mais son organisation : nous demandons que l'évaluation soit faite sur des critères scientifiques, par des spécialistes, et non pas sur des bases politiques et sur des critères opaques par les Présidents des Universités. Nous rejetons la forme d'évaluation qui nous est imposée par la réforme parce qu'elle est **arbitraire, inadaptée** à nos métiers et que **les étudiants en seront les victimes.**

Les discours de N. Sarkozy, de V. Péresse et, dernièrement, celui plus odieux encore de X. Darcos, de certains députés, la présentation biaisée de certaines statistiques ont été ressentis par l'ensemble des chercheurs comme des insultes à leur conscience professionnelle. Ces attaques sont d'autant plus durement ressenties qu'elles proviennent de nos autorités de tutelle, de nos employeurs, et qu'elles sont destinées à disqualifier pour des motifs politiques notre conscience professionnelle d'employés de l'État. Jeter un tel discrédit sur notre fonction, c'est insulter ceux qui nous emploient : les citoyens souverains.

Un collectif
d'enseignants-
chercheurs des
« Langues'O »
(INALCO)

Pour vous informer et en savoir plus sur le mouvement : <http://universitesenlutte.wordpress.com/>